

## Notice de sélection pour Consultant Individuel IC/27/PAPEC/2020

Date: 11 mai 2020

---

**Pays :** République Centrafricaine

**Intitulé de la mission :** CONSULTANT NATIONAL POUR LA PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTEME D'ALERTE PRECOCE DE LA VIOLENCE LIEE AUX ELECTIONS EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**Durée de la mission :** Un mois (30 jours)

Prrière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail [achats.cf@undp.org](mailto:achats.cf@undp.org) avec mention de la référence et intitulé du dossier. Toute demande de renseignement sera adressée à l'adresse e-mail : [procurement.cf@undp.org](mailto:procurement.cf@undp.org)

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le 18 mai 2020.**

---

### I. CONTEXTE

Après l'interruption de l'ordre constitutionnel en mars 2013 par la coalition des ex-Seleka et la période de transition qui s'en est suivie, l'organisation des élections pluralistes s'est imposée comme la solution consensuelle pour une sortie de crise en RCA et pour un retour à la vie constitutionnelle normale. La RCA s'est donc engagée à consolider l'ordre constitutionnel au travers des prochaines élections présidentielle, législatives, municipales, régionales et sénatoriales de 2020/2021, conformément à la Constitution. Ces élections seront décisives dans la consolidation des institutions constitutionnelles et leur réussite marquera une avancée dans la culture de l'alternance démocratique. A la suite de négociations menées à Khartoum au Soudan entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, la tenue d'élections s'est imposée comme une condition sine qua non vers la sortie de crise et la consolidation de la démocratie, telle que stipulée dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine du 6 février 2019.

Cependant, la stabilité des institutions constitutionnelles, les défis liés à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation et les capacités du Gouvernement à contribuer de manière substantielle au budget des élections sont des facteurs susceptibles d'impacter l'organisation des élections dans les délais constitutionnels. Ces conditions si elles étaient réunies constitueraient des signaux encourageants. Il faut également souligner que l'engagement du gouvernement et de l'Assemblée nationale ayant abouti à l'adoption du Code électoral et celle attendue de la Loi organique de l'ANE et de la loi sur la décentralisation contribuera à la création du cadre juridique nécessaire aux élections et pourrait aider à l'instauration entre les acteurs politiques d'un climat de confiance favorable à l'organisation des élections dans un environnement apaisé.

D'un point de vue sécuritaire, la RCA fait face à un contexte extrêmement volatile malgré le rétablissement de l'ordre constitutionnel en 2016, quelques avancées dans la restauration de l'autorité de l'Etat, ainsi que la présence de la MINUSCA et d'autres partenaires internationaux. Les capacités et ressources limitées des forces armées centrafricaines (FACA) et des forces de sécurité intérieures de gendarmerie et de police (FSI) ne leur permettent pas d'exercer leur autorité pour contrôler le territoire national et pourvoir aux besoins de sécurité et de protection des populations, dont une partie (Est, centre et Nord-Ouest) est toujours affectée par des affrontements entre groupes armés. Les autorités centrafricaines ont fourni des efforts pour mettre en place des réformes dans le secteur de la sécurité, appuyées par la MINUSCA. Dans ce contexte, le rétablissement de la sécurité ainsi que de l'autorité de l'Etat seront essentiels pour le déroulement d'élections apaisées et inclusives.

Au regard du contexte politique et sécuritaire, le projet d'assistance électorale intitulé «Projet d'Appui au Processus Electoral en République Centrafricaine (PAPEC) » a été conçu pour accompagner et soutenir les acteurs nationaux centrafricains dans la préparation et l'organisation des prochaines élections, à savoir les élections présidentielle et législatives prévues pour décembre 2020 et les élections locales fin 2021. Dans le cadre de la composante 2 du projet, le PNUD appuiera le développement et la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce des violences liées aux élections en RCA. Ce système sera développé dans le but d'appuyer les acteurs nationaux à identifier les risques et à apporter des réponses appropriées, qui contribueraient à des processus électoraux plus inclusifs, transparents, ainsi qu'une confiance accrue envers les institutions démocratiques. Le PNUD veillera également à assurer la coordination avec les systèmes existants d'alerte précoce à la violence électorale et à intégrer les capacités des différentes parties prenantes afin d'éviter la duplication des efforts et de renforcer la coordination multipartite.

Dans ce contexte, le PAPEC souhaite faire appel aux services d'un consultant national compétent, qualifié et expérimenté dans le travail avec la société civile notamment les organisations de protection et de promotion des droits de l'homme .

## **I. JUSTIFICATION DE LA MISSION**

Dans le plan initial du Projet, un Expert International devait conduire une mission d'évaluation et de préparation de la mise en place du mécanisme d'alerte précoce mais en raison de la pandémie du Covid 19 et de la suspension des voyages internationaux, cette mission internationale a été annulée. Sur la base des échanges avec la Task Force conjointe basée à Bruxelles qui appuie le projet dans cette initiative, il a été convenu de recruter un Consultant national qui pourra prendre en charge une partie de la mission que l'expert international devait accomplir. Il est impossible de mettre un mécanisme d'alerter précoce en place sans connaître les acteurs actifs dans la prévention des conflits, et sans une évaluation des risques de violence pendant le processus électoral. La mission du Consultant permettra de collecter donc les informations de base, établir les rapports nécessaires avec notamment la société civile et éclairer toute prise de décision indispensable au succès de l'initiative.

Le Consultant devra mener l'étude initiale indispensable à l'identification des acteurs et réunira les informations de base sur les risques de violences électorales. Il facilitera une consultation avec les Acteurs identifiés pour, de manière participative, évaluer les conditions et exigences de mise en place du mécanisme d'alerte précoce. Les informations collectées sur le terrain seront partagées avec le JTF qui mobilisera d'autres expertises pour analyser et établir typologie et cartographie des risques ainsi qu'une évaluation de leurs impacts sur le déploiement des opérations électorales.

Le travail du Consultant permettra également d'évaluer les compétences techniques d'utilisation du logiciel open source basé sur Ushahidi. La mission s'appuiera dans la plus grande mesure possible sur les études sécuritaires conduites par les différents acteurs actifs dans le pays et travaillant sur les questions sécuritaires. Le Consultant s'appliquera à y intégrer un spectre électoral pour analyser à la fois la conséquence de ces violences sur le processus électoral et les risques de nouvelles violences qui pourraient être déclenchées par le processus.

## II FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Les objectifs principaux de la mission du consultant seront dans un premier temps de, mener une analyse et une cartographie des acteurs de la société civile comme des acteurs nationaux dont le travail pourrait contribuer à la prévention de la violence liée aux élections et dans un second temps, fournir les éléments de base pouvant servir à développer l'architecture d'un mécanisme de système d'alerte précoce des violences électorales. Le/la consultante explorera les mécanismes possibles de coordination entre les différents acteurs. Le travail du Consultant devra s'appuyer sur le potentiel que représentent les initiatives internationales et nationales existantes (gouvernement, organisations non gouvernementales et communauté internationale) pour assurer une cohérence et éviter une duplication des efforts. Le consultant travaillera en équipe avec un membre de la Task Force électorale du PNUD basé à Bruxelles dans ce projet pour la compilation et l'analyse des résultats collectés.

Le consultant devra mener les tâches spécifiques suivantes :

1. Identifier les acteurs nationaux et internationaux dont les initiatives en cours contribuent à la construction de la paix et à la résolution des conflits à travers le pays;
2. Etablir une cartographie des initiatives existantes par le biais de consultations avec les acteurs impliqués dans la gestion de la violence, y compris la société civile, et explorer les possibilités de coopération;
3. Analyser les succès et les limites connues des initiatives existantes;
4. Recueillir les avis et suggestions des acteurs nationaux quant à la faisabilité d'un système d'alerte précoce et de réponses à la violence liée aux élections;
5. Proposer une liste de partenaires nationaux possible pour le système d'alerte précoce et rédiger une évaluation de chacun en mettant particulièrement en lumière leurs capacités (ressources humaines, niveaux de formation, équipement, présence sur le terrain, etc.), compétences et impartialité;
6. Proposer un mécanisme de coordination entre le PAPEC et les autres acteurs;
7. Faciliter l'organisation d'un atelier consultatif entre parties prenantes identifiées et présenter les résultats de l'étude;
8. Consolider les résultats des consultations organisées dans un rapport.

La mission pourrait nécessiter des consultations avec différentes parties prenantes à l'intérieur du pays. Dans ces cas, le PAPEC se chargera de fournir les ressources nécessaires pour les voyages.

**Dans toutes les tâches mentionnées ci-dessus, le consultant travaillera avec la Task Force électorale du PNUD et sera appuyé par l'Unité de Gestion du PAPEC, notamment le Conseiller Technique Principal et également par le Chargé de programme Gouvernance et état de droit du PNUD.**

## II. RESULTATS ATTENDUS

A la fin de la mission :

- Le projet aura établi une cartographie des acteurs intervenant dans la prévention des conflits en Centrafrique ;
- Une évaluation des capacités existantes ainsi que des besoins de renforcement de capacité des futures partenaires locaux aura été accomplie ;
- Des recommandations sur les modalités de mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce auront été clairement formulées.

## LIVRABLES ET MODALITES DE PAIEMENT

PRODUITS	Paiement
<p>1. Premier draft d'une cartographie Acteurs nationaux et internationaux discuté avec le PNUD et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'évaluation des besoins de renforcement de capacité des acteurs nationaux identifiés comme partenaires potentiels</li><li>• Recommandations sur les modalités de mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce.</li></ul>	60%
<p>2. le rapport de l'atelier de consultatif avec les acteurs nationaux et internationaux.</p> <p>3. Rapport final intégrant les contributions et les recommandations de l'atelier consultatif avec les acteurs nationaux et internationaux et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une cartographie Acteurs nationaux et internationaux ;</li><li>• l'évaluation des besoins de renforcement de capacité des acteurs nationaux identifiés comme partenaires potentiels</li><li>• Recommandations sur les modalités de mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce.</li></ul>	40%

## IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

### QUALIFICATIONS REQUISES

#### Formation:

Niveau master minimum : science sociales, relations internationales, droit, sciences politiques, histoire, anthropologie, sociologie ou domaine similaire. Qualifications / expertise dans plus d'un domaine un atout.

#### Expérience professionnelle

- Un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de la gouvernance, le droit, les processus politiques
- Une expérience dans la recherche et la rédaction de documents scientifiques ou de conception et / ou de renforcement des capacités des organisations de la société civile en Centrafrique
- Une expérience dans le domaine de l'assistance électorale sera un atout.

## **Compétences**

### **Compétences de base :**

- Connaissance approfondie du domaine électoral ;
- Connaissance des concepts, principes et outils liés aux mécanismes d'alerte précoce.

### **Compétences liées au PNUD :**

- Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD et des Nations Unies ;
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité ;
- Traite ses collègues équitablement et sans favoritisme.

### **Compétences liées au poste :**

Expertise technique : Démontre sa compétence technique dans le domaine d'expertise requis ; Fait preuve d'une capacité à comprendre son environnement, sur le plan organisationnel et stratégique ; transmettre sa connaissance à travers tout support approprié (note, présentation orale, etc).

- Connaissance pratique du paysage politique centrafricain, y compris les conflits actuels et latents ;
- La connaissance du règlement des différends et des pratiques d'alerte précoce en RCA sera un atout;
- Excellentes compétences interpersonnelles et de travail d'équipe ;
- Aptitude à respecter les délais et à travailler avec un minimum de supervision ;
- Capacité à hiérarchiser et exécuter efficacement les tâches sous pression ;

**Critères linguistiques** : Excellente maîtrise du français, et parler le Sango couramment est un atout

Capacité d'analyse et de synthèse : Excellente capacité à analyser une situation et à en transmettre la synthèse. Aptitude à articuler des options et faire des recommandations basées sur une analyse circonstanciée ;

**Capacité d'initiative** : savoir prendre des initiatives pertinentes aux moments clés du projet ;

Travail en équipe : Aptitude à travailler en étroite collaboration avec le supérieur hiérarchique, les collègues du projet PAPEC et du Bureau Pays du PNUD, les partenaires nationaux ainsi que toute autre personne concernée par le projet, et capacité à maintenir de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité ;

**Communication** : Excellente capacité de rédaction et de synthèse. Démontre de bonnes capacités de communication orale et écrite ; cela inclut notamment la capacité à rédiger des rapports et faire des présentations orales ; transmettre des positions institutionnelles sur des questions difficiles ;

**Maîtrise personnelle** : Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif. Capacité à travailler de façon impartiale, avec tact et discrétion ;

**Aptitude technologique** : Bonne maîtrise de l'outil informatique.

Une forte disponibilité avec des déplacements fréquents dans le pays.

### Compétences comportementales :

- capable de fédérer, de convaincre ;
- à l'écoute ;
- grande faculté d'adaptation.

## VI. CONSTITUTION DU DOSSIER

### Une proposition technique incluant :

- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Un CV actualisé.

**Une offre financière incluant :** les honoraires du/de la consultant(e), précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

## VII. Critère d'évaluation

Critères d'évaluation	Note
Minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de la gouvernance, le droit, les processus politiques	10 Points
Expérience dans la recherche et la rédaction de documents scientifiques	40 Points
Expérience dans le renforcement de capacités des organisations de la société civile en Centrafrique	20 points
Expérience de travail avec le PNUD et/ou les agences des Nations Unies en centrafrique	10 points
Expérience dans les projets ou actions de promotion des droits de l'Homme ou de prévention des conflits	20 Point
TOTAL Sur 100 points	

## VIII. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

a) Les propositions techniques

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

b) Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins disante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre a été évaluée et acceptée en fonction des critères suivants :

- conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;
- Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

## **ANNEXES**

Annexe 1 - Terme de Références de la mission

Annexe 2- Tableau des coûts



Tableau des  
coûts.doc

Annexe 3- P11



P11 INDIVIDUAL  
CONTRACT.doc

**Les candidatures seront envoyées dans la boîte [achats.cf@undp.org](mailto:achats.cf@undp.org) au plus tard le 18 mai 2020. Seules les candidatures reçues à cette date seront considérées lors des évaluations.**